

La politique jordanienne face aux Frères musulmans : enjeux sécuritaires et dynamiques régionales

Auteur : Océane DE BIE, étudiante à l'Institut d'Études Politiques de Sciences Po Grenoble et à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), spécialisée en langue arabe. Ses recherches portent principalement sur l'impact de la gouvernance humanitaire des pays du Golfe dans les zones de crise et en développement. Elle analyse également les dynamiques de l'islam politique dans les sociétés arabo-musulmanes et leurs répercussions.

Résumé : Cet article examine l'interdiction récente des Frères musulmans en Jordanie, inscrite dans une histoire complexe d'alternance entre coopération et répression. Il souligne l'alignement d'Amman avec un axe régional anti-Frères (Égypte, Arabie saoudite, Émirats), motivé par des enjeux sécuritaires et géopolitiques. Paradoxalement, cette décision intervient alors que le mouvement conserve un poids électoral important, révélant une stratégie jordanienne d'autoritarisme adaptatif visant à contenir l'islam politique tout en évitant une instabilité majeure. L'article met en lumière les tensions entre contrôle politique et risques de radicalisation dans un contexte régional tendu.

Author : Océane DE BIE is a student at the Institut d'Études Politiques of Sciences Po Grenoble and the National Institute of Oriental Languages and Civilizations (INALCO), specializing in Arabic. Her research focuses primarily on the impact of humanitarian governance by Gulf countries in crisis and developing regions. She also analyzes the dynamics of political Islam in Arab-Muslim societies and their consequences.

Abstract : This article examines the recent ban on the Muslim Brotherhood in Jordan, reflecting a complex history of alternating cooperation and repression. It highlights Amman's alignment with a regional anti-Brotherhood axis driven by security and geopolitical considerations. Despite their significant electoral support, the Brotherhood faces marginalization through an adaptive authoritarian strategy aimed at containing political Islam while avoiding major instability. The article emphasizes the tensions between political control and the risks of radicalization in a region marked by rivalries and significant security challenges.



Source : AFP.

I. Une interdiction ancrée dans une histoire complexe de coopération et de rivalité

Le 23 avril 2025, les Frères musulmans ont été déclarés « organisation illégale¹ » par le ministre de l'Intérieur, Mazin Abdallah Hilal Al Farrayeh. Cette décision entérine la dissolution prononcée en juillet 2024 et s'inscrit dans une relation ambivalente de plus de huit décennies, marquée par une alternance de coopération stratégique et de confrontation politique.

Fondé en 1945, un an avant la création du Royaume hachémite, le mouvement a initialement été toléré par la monarchie, qui y voyait un contrepoids aux forces nationalistes laïques, notamment après la tentative de coup d'État pro-nassérien de 1957. Pendant cette période, les Frères soutenaient le roi Hussein et ont bâti un réseau socio-caritatif puissant, consolidant leur base parmi les Jordaniens d'origine palestinienne². Cependant, cette phase de coopération a cédé la place à une rivalité croissante, exacerbée par le traité de paix avec Israël en 1994, que les Frères ont vigoureusement rejeté³. **Leur retrait du Parlement en 1997 marque un tournant** : ils deviennent alors un acteur gênant pour le régime. Ce paradoxe, souligné par Jillian Schwedler⁴, illustre comment la monarchie a longtemps instrumentalisé les Frères comme un islam politique modéré et encadré, tout en les marginalisant dès que leur influence ou contestation devenait une menace pour le pouvoir.

Ainsi, l'interdiction récente ne saurait être comprise indépendamment de cette **logique cyclique de tolérance et de répression**, révélatrice d'un mode de gouvernance fondé sur l'ajustement constant entre contrôle autoritaire et ouverture conditionnelle.

II. Un alignement régional sur l' « axe anti-Frères » sous pressions géopolitiques

La décision jordanienne de proscrire les Frères musulmans intervient dans un contexte régional marqué par la montée d'un « axe anti-Frères » autour du Caire, d'Abou Dhabi et de Riyad, depuis le coup d'État égyptien de 2013⁵. Ces régimes perçoivent le mouvement comme une **menace transnationale** en raison de son lien idéologique avec le Hamas et de sa vision d'un islam politique militant⁶. Sous l'influence de ses principaux bailleurs de fonds, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui ont accordé à la Jordanie une aide financière importante dans le cadre d'un programme d'assistance économique, Amman a progressivement durci sa doctrine sécuritaire vis-à-vis du mouvement politique. En 2018, ces deux pays, accompagnés du Koweït, ont versé environ un milliard d'euros à la Banque centrale jordanienne, première tranche d'un programme d'aide totalisant 2,17 milliards d'euros destiné à soutenir une économie en difficulté⁷.

Le conflit à Gaza a renforcé cette tendance : il a permis aux Frères musulmans de regagner de l'influence dans l'espace public jordanien via des manifestations pro-palestiniennes, lors desquelles ils ont ravivé leurs revendications historiques, telles que la dénonciation du traité de paix avec Israël et l'arrêt de la coopération sécuritaire entre Amman et Tel-Aviv. Ainsi, cette montée de la politisation dans la rue a suscité une vive méfiance des autorités jordaniennes, qui y ont perçu **un risque de récupération du mécontentement populaire à des fins partisans**. Ces inquiétudes ont été amplifiées en avril 2025, lorsqu'un atelier clandestin de fabrication de drones et de roquettes a été découvert à Karak. Selon les services de renseignement, cet atelier était opéré par une cellule liée aux Frères musulmans, composée de seize membres formés et financés au Liban⁸. Accusés de préparer des actions déstabilisatrices, ces individus ont été arrêtés lors d'une vaste opération sécuritaire.

Dans ce cadre, l'interdiction des activités des Frères musulmans par les autorités jordaniennes s'inscrit à la fois dans une volonté de préserver la sécurité intérieure et dans une stratégie politique régionale. En adoptant une posture ferme envers ce mouvement, Amman cherche non seulement à prévenir tout risque de déstabilisation interne, mais aussi à affirmer son alignement avec les grandes puissances régionales tels que : l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte, toutes opposées au courant *frériste*.

III. Enjeux intérieurs : un verrouillage autoritaire face à un paradoxe électoral

L'interdiction des Frères musulmans intervient paradoxalement peu après le succès électoral de leur bras politique, le Front d'action islamique (FAI), qui a remporté 31 sièges aux législatives de septembre 2024, soit près de 23 % des sièges à la Chambre des représentants⁹. Ce résultat significatif témoigne d'un **regain de popularité du mouvement, nourri par le mécontentement social croissant, la dégradation de la situation économique, ainsi que par les tensions régionales, notamment le conflit à Gaza**. Ce succès est perçu comme une menace directe par le palais royal, révélant l'écart croissant entre la légitimité électorale acquise par les Frères musulmans et leur exclusion progressive de l'espace politique légal.

En réaction, le régime jordanien a durci ses instruments de contrôle. Dès 2023, les autorités ont élargi le champ d'application de la loi antiterroriste, criminalisant toute affiliation ou sympathie envers les Frères musulmans, sous couvert de lutte contre la « subversion » et la « menace à la sécurité nationale »¹⁰. Ce durcissement juridique s'inscrit dans une stratégie autoritaire plus large, visant à neutraliser politiquement le mouvement tout en évitant une confrontation ouverte qui risquerait de déstabiliser le fragile équilibre interne du pays.

Cette stratégie s'accompagne d'une politique de fragmentation amorcée depuis 2015, avec le soutien des autorités à la création d'une scission loyaliste : l'« Association des Frères musulmans ». Présentée comme modérée et alignée sur les intérêts nationaux, cette structure avait pour vocation de contenir l'islam politique tout en maintenant une façade de pluralisme. Toutefois, comme l'a souligné Mohammad Abu Rumman, cette tentative de domestication du mouvement a échoué à enrayer l'influence persistante des Frères, notamment de leurs factions plus radicales affiliées au Hamas, qui conservent une forte implantation sociale¹¹.

Ce paradoxe, entre ouverture électorale partielle et répression systématique, illustre les ressorts d'un **autoritarisme adaptatif, qui rappelle les stratégies de résilience des régimes autoritaires contemporains, capables d'intégrer des mécanismes de participation contrôlée tout en maintenant un strict monopole sur le pouvoir réel et les dynamiques de légitimation**¹². Le régime jordanien tolère par conséquent une expression politique encadrée tant qu'elle ne remet pas en cause les fondements du pouvoir monarchique ni ses alliances stratégiques.

Ainsi, l'interdiction du FAI ne répond pas uniquement à des considérations de sécurité intérieure : **elle s'inscrit également dans une logique géopolitique plus large**. En prenant ses

distances avec les Frères musulmans, le régime jordanien envoie un signal politique fort à ses alliés régionaux qui mènent une politique de répression active contre les mouvements islamistes. Dans un Moyen-Orient marqué par une polarisation croissante entre régimes autoritaires, forces islamo-politiques et puissances rivales, cette décision reflète la volonté d'Amman de se positionner clairement au sein de l'« axe anti-Frères », consolidant ainsi ses alliances stratégiques tout en limitant les risques de contestation interne.

IV. Une rupture idéologique relative et un pragmatisme politique

Si la dissolution des Frères musulmans est justifiée par des impératifs sécuritaires, notamment la prétendue détection d'un complot terroriste en 2024, elle répond surtout à des calculs géopolitiques visant à préserver la relation privilégiée avec les États-Unis (1,45 milliard de dollars d'aide en 2023¹³) et à consolider les liens avec les monarchies du Golfe, hostiles au mouvement depuis 2013. Toutefois, cette offensive ne traduit pas une rupture doctrinale radicale avec l'islam politique : le maintien du FAI au Parlement, bien que minoritaire et surveillé, témoigne d'une stratégie de « containment » plus que d'éradication. Le FAI demeure la principale opposition parlementaire, malgré ses tensions avec les institutions, tandis que les partis loyalistes cherchent à renforcer leur majorité.

Cette posture pragmatique vise à **réduire l'influence islamiste sans l'exclure complètement, utilisant leur présence comme soupape politique pour canaliser les frustrations sociales, notamment dans les quartiers urbains et camps palestiniens.**

V. Conclusion – Un équilibre précaire entre *realpolitik* et risques de déstabilisation

La dissolution des Frères musulmans en Jordanie traduit un calcul stratégique, mêlant contrôle interne et alignement régional, avec trois objectifs :

- Neutraliser un acteur clé capable de canaliser le mécontentement populaire via ses réseaux caritatifs.
- S'aligner sur l'axe anti-Frères piloté par l'Égypte et les monarchies du Golfe, tout en conservant une façade pluraliste grâce au maintien du FAI au Parlement.

- Prévenir une dérive sécuritaire liée à la convergence potentielle entre Frères et mouvances pro-Hamas dans un contexte de fort soutien populaire à la cause palestinienne.

Néanmoins, cette répression risque de fragmenter davantage le paysage politique jordanien, en favorisant l'émergence de factions clandestines plus radicalisées. Comme l'avait déjà souligné Lahouari Addi¹⁴, **la répression des islamistes institutionnels peut paradoxalement engendrer une instabilité accrue, en privant les systèmes politiques de canaux légitimes d'expression et de contestation.** Cette dynamique observée en Jordanie rappelle celle que j'ai analysée dans mon mémoire sur l'échec démocratique algérien¹⁵, où la marginalisation des forces islamistes modérées a contribué à exacerber les tensions internes et à affaiblir durablement le processus de démocratisation. Ainsi, bien que la politique jordanienne de durcissement envers les Frères musulmans s'inscrive dans une stratégie régionale de sécurité, elle pourrait à terme se révéler contre-productive, en alimentant les risques de déstabilisation politique au sein du royaume. **La Jordanie illustre ainsi le dilemme classique des régimes autoritaires : privilégier une stabilité immédiate au prix d'une potentielle déstabilisation à moyen terme.**

¹ Ministry of Interior of Jordan, « During a press conference on the activities of the so-called dissolved Muslim Brotherhood, the Minister of Interior announced the ban on the activities of the so-called Muslim Brotherhood and declared it an illegal organization ». Ministry of Interior of Jordan, 23 avril 2025., Consulté le 13 mai 2025.

² CURTIS RYAN, « Jordan Bans the Muslim Brotherhood Amid Increasing Regional Strife ». Arab Center Washington DC, 1er mai 2025., Consulté le 13 mai 2025.

³ ERSAN MOHAMMAD, « Why Jordan is banning the Muslim Brotherhood ». The New Arab, Le 30 avril 2025.

⁴ SCHWEDLER JILLIAN, *Faith in Moderation: Islamist Parties in Jordan and Yemen*, Cambridge University Press, 2006, Chapitre n°3, P 78-112.

⁵ WATANABE LISA, *L'Égypte un an après la destitution de Morsi*, Zurich, Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich, 2014, Consulté le 26 mai 2025.

⁶ Pour aller plus loin sur l'idéologie de l'Islam politique militant,
Sources occidentales :

- ROY OLIVIER, *L'échec de l'islam politique*, Seuil, 1992.
- CARRÉ OLIVIER, *L'islam laïc ?*, Gallimard, 1993
- ESPOSITO JOHN, *Islam and Politics*, 2000, 4e édition.

Sources théologiques arabophones :

- QUTB SAYYID, *Ma'alim fi al-Tariq*, 1964.
- ABUL A'LA MAUDUDI – *The Islamic Law and Constitution*, 1955.
- Hamid Enayat – *Modern Islamic Political Thought* (1982)

Je tiens à souligner que l'analyse des sources théologiques nécessite une certaine **expertise intellectuelle** dans ce domaine. De nombreux ouvrages académiques, tant occidentaux qu'orientaux, abordent et critiquent l'idéologie de l'islam politique. Il est important de rappeler que l'islam politique est un courant idéologique, et non une homogénéité de pratiques. Je vous invite donc à ne pas tirer de conclusions excessives à partir de l'utilisation de ces sources.

⁷ L'ORIENT-LE JOUR, Jordanie : 1 md EUR versés par trois pays du Golfe dans le cadre d'un programme d'aide, Le 4 octobre 2018, Consulté le 26 mai 2025.

⁸ L'ORIENT-LE JOUR, Jordanie : 16 suspects arrêtés pour atteinte à la sécurité nationale, Le 24 avril 2025, Consulté le 26 mai 2025.

⁹ MALLAT HICHAM, Élections législatives en Jordanie : décryptage des enjeux et des résultats, CAREP Paris, 2024, Consulté le 26 mai 2025.

¹⁰ HUMAN RIGHTS WATCH, Jordan: Scrap Draconian Cybercrimes Bill, Le 24 juillet 2023, Consulté le 26 mai 2025).

¹¹ ABU RUMMAN MOHAMMAD, *The Muslim Brotherhood in the Arab World: Jordan as a Case Study*. Friedrich-Ebert-Stiftung, Amman Office, 2018.

¹² Pour en savoir plus sur l'autoritarisme adaptatif :

- DIAMOND LARRY, *Thinking About Hybrid Regimes*, *Journal of Democracy*, vol. 13, no 2, 2002, p. 21–35.

¹³ JORDAN NEWS, US administration requests \$1.45 billion in annual aid to Jordan for 2024, 2023, Consulté le 27 mai 2025.

¹⁴ LAHOUARI ADDI, *L'Algérie et la démocratie, pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine*, Édition La Découverte, 1995.

¹⁵ DE BIE OCÉANE, « Entre héritage historique et défis contemporains : l'échec de la transition démocratique en Algérie », Mémoire de recherche Master 1 IEP Sciences Po Grenoble, 2023.